



SECRETARIAT GÉNÉRAL DU GOUVERNEMENT  
MISSION DES ARCHIVES

**ARCHIVES**

**DES**

**SERVICES DU PREMIER MINISTRE**

**GESTION ADMINISTRATIVE ET FINANCIÈRE**

**État thématique des versements  
conservés aux Archives nationales**

PARIS  
2020

## SOMMAIRE

<b>DIRECTION DES SERVICES ADMINISTRATIFS ET FINANCIERS (DSAF) .....</b>	<b>3</b>
DIRECTION .....	6
FONCTIONNEMENT .....	7
RESSOURCES HUMAINES.....	8
<i>Généralités et rémunération</i> .....	8
<i>Concours</i> .....	10
<i>Commissions paritaires</i> .....	11
<i>Dossiers de carrière</i> .....	12
<i>Formation et action sociale</i> .....	13
BUDGET ET FINANCES .....	14
MARCHES PUBLICS .....	14
CONTROLE FINANCIER.....	16
POLITIQUE IMMOBILIERE .....	18

# **DIRECTION DES SERVICES ADMINISTRATIFS ET FINANCIERS (DSAF)**

## **Introduction**

La Direction des services administratifs et financiers (DSAF) trouve ses origines dans le Secrétariat général du gouvernement, dont elle dépend.

Les origines du Secrétariat général du gouvernement (SGG) sont à rechercher dans les années 1917-1918, avec une première tentative de création de services administratifs de la présidence du Conseil, puis en 1925-1926.

Le décret du 29 septembre 1925 et l'arrêté du 2 octobre 1925 créent un service administratif afin d'assurer la liaison entre les ministères ainsi que la préparation et le suivi des questions présentées au Conseil des ministres. Il comprend 4 sections :

- Travail préparatoire et suivi du Conseil des ministres
- Étude des questions économiques et sociales
- Questions administratives
- Service d'information, service du courrier et service intérieur.

La loi de finances du 24 décembre 1934, et plus spécifiquement son article 23, reconnaît l'existence d'un ministre chargé de la présidence du Conseil. Par décret du 31 janvier 1935, des services administratifs sont officiellement mis à sa disposition. Le président du Conseil peut disposer de 15 chargés de mission, au maximum (ils sont choisis parmi les hauts fonctionnaires de l'État, ou ils peuvent être étrangers à l'administration mais disposer de compétences spécifiques, l'un d'entre eux pouvant exercer les fonctions de secrétaire général des services administratifs). C'est là l'origine du Secrétariat général de la présidence du Conseil, devenu en 1946 le Secrétariat général du gouvernement. Pour accomplir la tâche qui lui était dévolue, le Secrétaire général disposait également, en vertu de ce décret, d'un chef de bureau, d'un sous-chef de bureau, de deux rédacteurs, deux commis d'ordre et de comptabilité (l'un deux servant de chef du service intérieur), et de quatre huissiers, dont un argentier. La possibilité de recruter des auxiliaires temporaires lui était également reconnue.

C'est la première fois, dans l'histoire de la III<sup>e</sup> République, que le président du Conseil se voit doté de services spécifiques qui lui sont rattachés en propre, devant lui permettre de mieux exercer le suivi de l'activité gouvernementale et la coordination interministérielle.

C'est à cette époque que la Présidence du conseil s'installe à l'hôtel de Matignon.

Au sortir de la Seconde guerre mondiale, la fonction de directeur des services administratifs et financiers s'autonomise peu à peu, avec en particulier la nomination de René Hoffherr (1945-1947)<sup>1</sup>.

En 1948, le Service administratif et financier est toujours rattaché au Secrétariat général du gouvernement. À cette date, il se subdivise en 4 bureaux (Personnel et matériel, Budget et comptabilité, Affaires générales<sup>2</sup>, Commandes et marchés), auxquels il faut ajouter le service intérieur. Chaque bureau se compose lui-même de sections. Au total, le service compte une quarantaine d'agents.

Le 3 août 1961, Pierre-Henri Lenoir, qui disposait du titre de Chef de service, est nommé par décret directeur des Services administratifs et financiers du Premier ministre (SAF)<sup>3</sup>. Pour autant, pendant encore une dizaine d'année, le titre de Direction des services administratifs et financiers n'est pas reconnu au Service administratif et financier. Cette situation évolue finalement en 1973, avec la transformation du service en direction, sans qu'un texte officiel ne le prévoit. On notera, pendant toute cette période, la longévité et sans doute le rôle déterminant dans l'assise de la DSAF, de son chef de service, Pierre-Henri Lenoir, en poste près de 30 ans.

En 1963, dans le contexte de la décolonisation, est créé au SGG un Service des personnels de l'ancienne administration d'outre-mer, distinct du Service administratif et financier. Toutefois, quelques années plus tard, le 30 septembre 1970, le Service des personnels de l'ancienne administration d'outre-mer est supprimé et ses attributions sont transférées au SAF. Le Bureau de la réglementation devient ainsi Bureau de la réglementation et de la gestion des personnels de l'ancienne France d'outre-mer.

Ce transfert s'accompagne d'une réorganisation, avec la création d'une sous-direction du Personnel, comportant 5 bureaux (Bureau du personnel, Bureau du budget et de la comptabilité, Bureau des commandes et des marchés, Bureau des affaires générales, et 3 services : Service intérieur, Service automobile et Service du courrier).

En 1984, la DSAF est réorganisée en deux sous-directions : la sous-direction du Personnel et du matériel, et la sous-direction des Affaires financières, et d'un service informatique.

Le décret du 15 juin 1987 relatif à l'organisation des services d'administration centrale stipule que les subdivisions en directions générales, directions et services dans les ministères devront être fixées par décret.

---

<sup>1</sup> René Hoffherr, docteur en droit, qui avait été en poste au Maroc dans les années 1930, était entré au Conseil d'Etat en 1939, en qualité de maître des requêtes. Le décret du 14 août 1946 montre l'importance de ses fonctions : « En l'absence de Louis Joxe [Secrétaire général du gouvernement], l'intérim du Secrétariat général du gouvernement est confié à René Hoffherr, directeur des services administratifs et financiers. »

<sup>2</sup> Le bureau des Affaires générales est chargé du contrôle des organismes rattachés à la présidence du Conseil (État-major général de la Défense nationale, Service de documentation extérieure et de contre-espionnage, Direction des journaux officiels...)

<sup>3</sup> Pierre-Henri Lenoir était administrateur civil de classe exceptionnelle, issu du ministère des Finances et des affaires économiques.

Le premier texte réglementaire d'organisation de la DSAF est par conséquent l'arrêté du 2 février 1989, qui prévoit deux sous-directions : la sous-direction du personnel et de l'administration générale (7 bureaux<sup>4</sup>), et la sous-direction des affaires financières et de l'informatique (5 bureaux<sup>5</sup>).

Depuis 1989, les principales réorganisations de la DSAF ont été les suivantes :

-en 1995 (arrêté du 13 avril 1995), le directeur des services administratifs et financiers est désormais assisté d'un chef de service faisant office d'adjoint. Ce dernier exerce son autorité sur un Bureau des affaires générales nouvellement créé.

-en 1999 (arrêté du 29 mars 1999), avec des évolutions concernant la gestion des ressources humaines.

-en 2000 (décret du 10 novembre 2000 et arrêté du 21 novembre 2000), avec une redéfinition des missions de la DSAF et une réorganisation des bureaux

-en 2005 (arrêté du 7 septembre 2005), qui redéfinit l'organisation de la DSAF : un directeur, un chef de service faisant office d'adjoint et exerçant son autorité sur le Bureau des affaires générales, deux sous-directions : Ressources humaines, ainsi que Programmation et affaires financières, ainsi que deux divisions : Patrimoine et logistique, Systèmes d'information.

-en 2011 (arrêté du 11 février 2011), avec la création d'une Mission de gestion des emplois déconcentrés de l'Etat (dans le cadre de la réforme de l'administration territoriale de l'Etat, REATE) et d'une Mission de la qualité de service

-en 2012 (arrêté du 3 février 2012), avec la création de la Sous-direction du pilotage des services déconcentrés (SDPSD) (gestion des Directions départementales interministérielles, DDI)

-en 2013-2015 et en 2017-2018 (arrêtés du 3 juin 2013, 14 octobre 2014, 27 mars 2015, 3 novembre 2017 et 24 et 31 juillet 2018), avec une réorganisation des sous-directions et bureaux

En 2019, la DSAF connaît des réorganisations substantielles (décret et arrêté du 18 mars 2019), avec :

-d'une part, la création de la Sous-direction des sites historiques et des transports (SDSHT) et de la Division du pilotage, des services généraux et du site de Ségur-Fontenoy (DPSG), en remplacement de l'ancienne Division du patrimoine et de la logistique (DPL) qui existait depuis 2005

-et d'autre part, le transfert des attributions de la Sous-direction du pilotage des services déconcentrés (SDPSD), qui existait depuis 2012, vers le ministère de l'Intérieur

---

<sup>4</sup> Bureau de la gestion des personnels et de la réglementation, Bureau de la gestion prévisionnelle et des affectations, Bureau de la formation et de la communication, Bureau de l'action sociale et de la rémunération des personnels, Bureau des affaires juridiques et contentieuses et des personnels de l'ancienne administration d'outre-mer, Bureau des organismes consultatifs (CTP-CHS) et des personnels des services rattachés, Bureau de la gestion du parc automobile.

<sup>5</sup> Bureau des affaires budgétaires et de la gestion financière, Bureau de la gestion des immeubles et du matériel, Bureau des contrats et marchés publics, Bureau des études et applications relatives à l'informatique, Bureau d'exploitation du centre de calcul.

A ce jour, au sein des services du Premier ministre, la DSAF exerce des missions d'administration générale à destination du cabinet du Premier ministre et des cabinets ministériels rattachés, des services centraux du Premier ministre et des autorités qui lui sont budgétairement rattachés : ressources humaines, affaires financières, patrimoine et aspects logistiques, systèmes d'information, et enfin le soutien administratif du cabinet du Premier ministre, qui était précédemment assuré par le Bureau du cabinet (intendance, correspondance, distinctions honorifiques...).

#### Les directeurs depuis 1945 :

René Hoffherr (octobre 1945-juillet 1947)  
Pierre-Henri Lenoir (juillet 1947-juillet 1974)  
Pierre Bascoul (juillet 1974-juin 1985)  
Bernard Raffray (juin 1985-septembre 1991)  
Michel Blanc (septembre 1991-avril 1995)  
Patrick Pierrard (mai 1995-septembre 2002)  
André Ferragne (septembre 2002-octobre 2008)  
Patrick Mille (octobre 2008-février 2012)  
Isabelle Saurat (février 2012-avril 2015)  
Serge Duval (mai 2015-

### **Versements aux Archives nationales**

## **Direction**

### **19830410**

Services du Premier ministre, organisation, budget, statuts des personnels (classement par service). 1939-1979

art 1 : Présidence du Conseil ; Direction des journaux officiels.

art 1-2 : groupement des contrôles radioélectriques.

art 2-3 : Service de documentation extérieure et de contre-espionnage (SDECE).

art 3-4 : service des personnels de l'ancienne administration d'outre-mer.

art 5 : dossiers généraux.

art 5-7 : contentieux.

art 8 : décorations.

art 8-9 : affectation de défense.

art 9-10 : administrateurs civils.

métrage : 3

**20000436**

art 1-2 : organisation de la présidence du Conseil et du Secrétariat général du gouvernement, application des constitutions de 1946 et 1958, organisation du gouvernement et fonctionnement du Conseil des ministres, procédures parlementaires, législatives et réglementaires, fonctionnement du Conseil d'État. 1919-1982<sup>6</sup>

métrage : 1

**20150636**

Direction des services administratifs et financiers (DSAF).

Art. 1-19 : Minutiers chronologiques départ des directeurs. 1984-2008

Métrage : 6

**20190137**

Dossiers des directeurs. 2002-2015

Art. 1-5 : Minutiers chronologiques. 2007-2014

Art. 6-7 : Réunions et entretiens. 2003-2013

Art. 7 (suite)-9: Dossiers thématiques. 2002-2013

Art. 10-12 : Dossiers par service. 2002-2015

Métrage : 4

**Fonctionnement****19780074**

Secrétaire général du Gouvernement, Service législatif du SGG et Service administratif et financier (SAF).

art 1-111 : chronos du courrier départ (classement par destinataire). 1945-1962

métrage : 37

**19780211**

Service législatif du Secrétariat général du Gouvernement et Service administratif et financier (SAF).

art 1-66 : chronos du courrier départ (classement par destinataire). 1963-1968

métrage : 11

---

<sup>6</sup> Ces archives ont été retrouvées dans les bureaux de la Direction des services administratifs et financiers (DSAF) en 1999. Cependant, ils concernent spécifiquement le Secrétariat général du gouvernement.

## **20110016**

Dossiers des services administratifs et financiers du Secrétariat général de la présidence du Conseil, puis du Secrétariat général du gouvernement. 1939-1982

Art. 1 : Présentation du gouvernement. 1976-1978

Art. 1 (suite)-20 : Ressources humaines. 1939-1981

Art. 1 (suite) : Minutiers chronologiques. 1945-1946

Art. 1 (suite)-19 : Gestion des carrières. 1939-1981

Art. 19 (suite) : Commissions administratives paritaires. 1954-1959

Art. 20 : Action sociale. 1945-1963

Art. 20 (suite) : Contentieux. 1941-1965

Art. 20 (suite) : Affaires financières. 1981-1982

Métrage : 2

## **20150456**

Dossiers du Bureau des affaires générales (BAG). 1983-2011

Art. 1-2 : Cabinets ministériels. 1984-2008

Art. 2 suite-8 : Organisation et fonctionnement des services du Premier ministre. 1997-2010

Art. 8 suite-12 : Gestion financière. 1983-2009

Art. 13-14: Organisation et activités de la direction. 2002-2011

Métrage : 5

## **Ressources humaines**

### **Généralités et rémunération**

#### **19820223**

art 1-45 : originaux des arrêtés, décisions, contrats et notes concernant le personnel des services généraux (classés par année)<sup>7</sup>. 1966-1980

métrage : 7

---

<sup>7</sup> Collection chronologique d'arrêtés, décisions, contrats et d'actes de gestion du personnel originaux.



**19840723**

art 1-104 : états de traitement ordonnances du personnel du Secrétariat général du Gouvernement et des services rattachés (classés par année)<sup>8</sup>. 1946-1974

art 105-111 : états ordonnances des vacations des collaborateurs extérieurs<sup>9</sup>. 1955-1973 (lacunes)

métrage : 37

**20120071**

Dossiers du Bureau de la gestion administrative et de la paie des personnels (BGAPP).

Art. 1-16 : rémunération des membres du cabinet du Premier ministre et des cabinets ministériels rattachés au Premier ministre (classement par gouvernement puis par cabinet). 1948-2002

Métrage : 5

**20130237**

Dossiers du Bureau de la gestion des ressources humaines (BGRH). 1947-2007

Art. 1 : Fonctionnement. 1976-1990

Art 1 suite-10 : Grèves. 1976-2007

Art 10 suite-13 : Statuts et gestion des carrières. 1963-2004

Art. 13 suite-16 : Dossiers par organisme. 1947-1990

Métrage : 5

**20140350**

Dossiers de travail du Bureau du personnel. 1950-1996.

Art. 1 : Organisation des services du Premier ministre. 1950-1996.

Art. 1 (suite) : Activités. 1959-1974.

Métrage : 1

**20150091**

Dossiers du Bureau de la gestion des personnels titulaires, expertise paie et réglementation. 1946-2008

Art. 1-8 : Dossiers thématiques. 1946-2008

Art. 8 suite-19 : Dialogue social et élections aux commissions administratives paritaires (CAP). 1949-2007

Art. 19 suite-24 : Rémunérations. 1949-2007

---

<sup>8</sup> Etats individuels ou collectifs relatifs à la rémunération des membres des cabinets de la présidence du Conseil, des ministères rattachés et du Secrétariat général du gouvernement.

<sup>9</sup> Collection de décisions concerne la rémunération des collaborateurs extérieurs, qui sont des prestataires payés à la vacation ponctuelle.

Métrage : 8

**20180602**

Sous-direction des ressources humaines.

Dossiers des bureaux en charge de la gestion des personnels titulaires et contractuels. 1946-2015

Art. 1-7 : Cabinet du Premier ministre, des ministres et secrétaires d'Etat. 1958-2015

Art. 7 suite-12 : Agents des services du Premier ministre. 1946-2015

Art. 12 suite-19 : Instances paritaires. 2004-2011

Métrage : 6

**20190328**

Bureau de la gestion des ressources humaines (BGRH). 1996-2013

Art. 1-4 : Gestion des personnels des Services du Premier ministre et des cabinets ministériels. 1996-2013

Art. 5-9 : Relations avec les instances paritaires. 2007-2011

Métrage : 3

**Concours**

**20020114**

Sous-direction du personnel. Bureau du recrutement et des affectations. Organisation de concours (classement par corps).

art 1-6 : chargé d'études. 1968-1986

art 7 : adjoint administratif. 1971-1980

art 8 : documentaliste. 1968-1982

art 9 : aide de documentation principal (1973-1976) ; aide de documentation (1968-1973).

art 10 : secrétaire administratif en chef. 1974-1979

art 11-12 : secrétaire administrative. 1968-1978

art 13-16 : sténodactylographe. 1969-1980

art 17 : agent technique de bureau. 1972-1981

art 18-19 : conducteur automobile. 1979-1983

art 20 : ouvrier professionnel. 1971-1975

art 21 : cours préparatoires aux concours. 1970

métrage : 7

## **Commissions paritaires**

### **20020115**

Sous-direction du personnel. Bureau de l'administration du personnel et des relations sociales.

Commissions administratives paritaires (classement par corps).

art 1-3 : adjoint administratif et secrétaire sténodactylographe. 1966-1989

art 4-5 : sténodactylographe. 1966-1989

art 6-8 : secrétaire administratif. 1966-1989

art 9-10 : attaché d'administration centrale. 1966-1989

art 11-12 : agent de bureau. 1966-1988

art 13-14 : agent de service, huissier. 1972-1989

art 15 : ouvrier professionnel. 1968-1988

art 16 : administrateur civil. 1966-1989

art 17 : documentaliste. 1966-1983

métrage : 6

### **20130477**

Bureau de la gestion des ressources humaines (BGRH).

Dossiers du Comité technique paritaire ministériel (CTPM) des services du Premier ministre. 1981-2007

Art. 1-5 : Organisation et fonctionnement. 1981-2007

Art. 5 (suite)-22 : Dossiers de séance. 1983-2007

Métrage : 7

### **20140087**

Dossiers des commissions administratives paritaires (CAP). 1954-2007

Art. 1-2 : Généralités. 1966-2005

Art. 2 suite-32 : Dossiers de séance. 1954-2007

-Art. 2 suite-5 : Collection des procès-verbaux. 1954, 1967-2007

-Art. 5 suite-32 : Dossiers par corps. 1977-2007

-Art. 32 suite : CAP disciplinaires. 1983-1997

Métrage : 11

### **20150307**

Sous-direction des ressources humaines (SDRH).

Dossiers relatifs aux comités techniques paritaires spéciaux (CTPS) des Services du Premier ministre. 1958-2007

Art. 1-2 : création et fonctionnement des CTPS. 1958-2007

Art 3-8 : dossiers de séances du CTPS commun au Secrétariat général du gouvernement et à la Direction des services administratifs et financiers. 1989-2007

Métrage : 3

**20150550**

Dossiers du Bureau de gestion des personnels contractuels et de ses prédécesseurs. 1975-2012

Art 1-6 : Commissions consultatives paritaires pour les années 1986 à 2008. 1986-2011

Art 6 (suite)-7 : Gestion du personnel. 1975-2012

Métrage : 2

**20190268**

Bureau de la gestion des personnels et de la réglementation.  
Dossiers des commissions administratives paritaires (CAP). 1953-1993

Art. 1 : Collection de procès-verbaux. 1953-1967

Art. 1 suite-21 : Dossiers par corps. 1966-1993

Métrage : 7

**20190328**

Bureau de la gestion des ressources humaines (BGRH). 1996-2013

Art. 1-4 : Gestion des personnels des Services du Premier ministre et des cabinets ministériels. 1996-2013

Art. 5-9 : Relations avec les instances paritaires. 2007-2011

Métrage : 3

**Dossiers de carrière**

**20130544**

Dossiers du Service administratif et financier du Secrétariat général de la présidence du Conseil.

Art. 1-6 : Registres de gestion du personnel. 1939-1945

Métrage : 1

**20140088**

Sous-direction des ressources humaines, Bureau de la formation et de l'action sociale (BFAS).

Art. 1-65 : Dossiers de carrière et de pension des agents de la présidence du Conseil puis des services du Premier ministre, nés avant 1923. 1919-2012

Métrage : 22

## **20190105**

Sous-direction des ressources humaines, Bureau de la formation et de l'action sociale (BFAS).

Art. 1-73 : Dossiers de carrière et de pension des agents de la présidence du Conseil puis des services du Premier ministre, nés avant 1935. 1913-2013

Métrage : 24

## **Formation et action sociale**

### **20160287**

Dossiers du Bureau de la formation et de l'action sociale (BFAS). 1956-2011

Art. 1-4 : Action sociale. 1956-2010

- Art. 1-3 : Comité d'hygiène et de sécurité (CHS). 1982-2010
  - Art. 1 : Généralités. 1985-1992
  - Art. 1 (suite) : Cadre législatif et réglementaire. 1982-1998
  - Art. 1 (suite) : Elections, composition et fonctionnement. 1986-1998
  - Art. 2-3 : Dossiers de séances. 1996-2010
- Art. 3 (suite)-4 : Aide sociale. 1956-2010
  - Art. 3 : Comité consultatif d'action sociale (CCAS). 1999-2010
  - Art. 4 : Statistiques. 1956-1999

Art. 5 : Formation. 1992-2011

Métrage : 2

## Budget et finances

### 20020116

Sous-direction des affaires financières et de l'informatique. Bureau des affaires budgétaires et de la gestion financière.

art 1-4 : préparation du budget. 1983-1986

art 5-9 : vote du budget. 1987-1991

art 10-17 : budget des établissements publics. 1983-1991

art 18-21 : exécution du budget. 1987-1992

métrage : 7

### 20180623

Bureau du budget. 1951-2009

Art. 1 : Préparation du budget. 1992

Art. 2-62 : Exécution du budget. 1951-2009

-Art. 2-5 : Généralités. 2003-2009

-Art. 6-15 : Exécution du budget : dossiers par année. 1992-2004

-Art. 16-52 : Exécution du budget : dossiers par entité. 1951-2008

-Art. 53-56 : Fonds de concours. 1974-2005

Métrage : 4

## Marchés publics

### 19820287

art 1-10 : dossiers des conventions. 1967-1979

art 11-38 : dossiers des marchés. 1975-1977

art 39-41 : chronos des conventions. 1965-1978

art 42-57 : chronos des marchés. 1960-1971

art 58-60 : fiches des marchés. 1964-1977

art 61-65 : appels d'offres. 1978-1979

art 66-71 : locations d'immeubles. 1948-1976

métrage : 12

### 19960314

Bureau des marchés.

art 1-13 : dossiers de marché (échantillon des plus intéressants) (1974, 1978-1985) ; pièces d'exécution de ces marchés (1986-1990).

métrage : 4

**19990348**

Bureau des contrats et marchés publics.

art 1-18 : marchés (sélection selon intérêt historique). 1986-1989

art 18 (suite)-art 28 : conventions. 1980-1989

métrage : 9

**20020227**

Sous-direction des affaires financières et de l'informatique. Bureau des contrats et marchés publics.

art 1-4 : marchés portant sur des immeubles inscrits au titre des monuments historiques. 1990-1991

art 4 (suite) : conventions. 1990-1991

métrage : 1

**20111009**

Bureau des contrats et marchés publics

Art.1-6 : Marchés publics. 1991-1997

Art. 6 (suite) : Conventions. 1991-1994

Métrage : 2

**20150758**

Dossiers du Bureau des contrats et marchés publics. 1971-2007

Art. 1-34 : Marchés publics présentant un intérêt historique, de 1971 à 1982 et de 1995 à 2004. 1971-2007

Art. 35 : Conventions et contrats. 1995-1998

Métrage : 12

**20190429**

Dossiers de travail du Bureau de la commande publique et de ses prédécesseurs. 1965-2009

Art. 1-7 : Implantations immobilières des services du Premier ministre. 1965-2009

Art. 7 suite-9 : Dossiers de marchés (échantillonnage). 2004-2008

Métrage : 3

## Contrôle financier

### 19770003

art 1-171 : registres comptables<sup>10</sup>. 1947-1965

métrage : 7

### 19770004

art 1-170 : registres comptables<sup>11</sup>. 1947-1957

art 171-236 : conventions passées par la Délégation générale à la recherche scientifique et technique (DGRST) avec divers organismes de recherche publics ou privés (classées par année)<sup>12</sup>. 1960-1965

art 237-286 : comptabilité des crédits de fonctionnement<sup>13</sup>. 1947-1957

art 287 : budget d'investissement. 1948-1957

art 288-300 : ordres de mission de l'état-major de la défense nationale. 1947-1957

métrage : 22

### 19770005

art 1-121 : comptabilité des crédits de fonctionnement, budget d'investissement et ordres de mission. 1958-1965

art 122-140 : ordres de mission du SGDN. 1958-1965

art 141-157 : rapports du contrôleur financier. 1945-1965

métrage : 52

### 19780034

art 1-420 : cotes vacantes.

art 421-562 : budget d'investissement (classement par service et chapitre). 1954-1974

art 563-570 : gestion du corps des administrateurs civils (mesures visées). 1965-1974

art 571-580 : divers (dont procès-verbaux de la commission de contrôle des opérations immobilières et de la commission des marchés de la Présidence du Conseil, correspondance reçue par le contrôle financier). 1945-1971

---

<sup>10</sup> Grands livres tenus par année et par entité au sein des services de la Présidence du Conseil (Plan, ENA, SDECE, Information, Journaux officiels...).

<sup>11</sup> Grands livres tenus par année et par entité au sein des services de la Présidence du Conseil (Plan, ENA, SDECE, Information, Journaux officiels...).

<sup>12</sup> Les dossiers contiennent des éléments comptables, un avant-projet de recherche qui présente la démarche scientifique, la méthode envisagée et le but à atteindre.

<sup>13</sup> Dossiers classés par année puis par entité (Présidence du Conseil, Plan, CEA, ENA, DJO, SGDN...) et par chapitre budgétaire. Concerne à la fois le suivi des effectifs et les aspects budgétaires (crédits de paiement, autorisations de programme, frais de mission ou de représentation...).



métrage : 23

**19820222**

art 1-103 : cotes vacantes.

art 104-111 : budget d'investissement. 1970-1977

art 112-113 : gestion du corps des administrateurs civils (registre des effectifs et décisions). 1972-1975

art 114-116 : divers (en particulier minutier et rapports du contrôle financier). 1963-1978

métrage : 4

**19820483**

art 1-80 : cotes vacantes.

art 81-98 : budget d'investissement. 1974-1976

art 99-101 : cotes vacantes.

métrage : 2

**19830129**

art 1-26 : cotes vacantes.

art 27-31 : budget d'investissement (par exercice). 1977 (n'ont pas été retrouvés lors du récolement du bâtiment provisoire de Fontainebleau en 2012, avant le déménagement à Pierrefitte)

art 32-33 : cotes vacantes.

métrage : ?

**19920255**

art 1-4 : services du Premier ministre : observations du contrôleur financier sur les procédures budgétaires et comptables (par ordre chronologique). 1977-1980

art 4 : fonds de la formation professionnelle et de la promotion sociale : dossiers de séances du groupe permanent et du conseil de gestion (complément de l'article 19830228/14). 1977-1981

art 5 : association pour le centre universitaire de coopération économique et sociale (ACUCES) : financement de la formation professionnelle dans le bassin minier lorrain. 1972-1975

art 5-6 : Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres : fonctionnement, conseils d'administration, budgets, programme pluriannuel d'orientation. 1978-1980

métrage : 2

**19940529**

art 1-11 : contrôle financier sur la gestion des crédits d'investissement et de fonctionnement (exercices 1981 à 1984).

métrage : 4

## **19980305 (résultat du retraitement de plusieurs versements par les AN en 1998<sup>14</sup>)**

art 1-13 : notes et rapports du contrôleur financier auprès des services du Premier ministre concernant les crédits de fonctionnement. 1966-1977, 1986

métrage : 4

## **Politique immobilière**

### **20020117**

Sous-direction des affaires financières et de l'informatique. Bureau de la logistique.

Dossiers de suivi de travaux (classement par bâtiment).

art 1 : historique. 1981-1995

art 2-4 : hôtel Matignon. 1967-1992

art 5-7 : hôtel Gouffier de Thoix. 1975-1991

art 8 : hôtel Cassini (1985-1986) ; rue Vaneau (1980-1981).

art 9 : rue Constantine (1971-1987) ; 11 rue Chardin (1981) ; 36 rue de Babylone (1983-1985) ; 71 rue Saint-Dominique (1983-1984) ; 120 avenue Charles de Gaulle (1983) ; 53 avenue d'Iéna (1976).

métrage : 3

### **20020118**

Sous-direction des affaires financières et de l'informatique. Bureau de la logistique. Plans (classement par bâtiment). 1963-1990

art 1-40 : hôtel Matignon. 1963-1989

art 41-58 : hôtel Gouffier de Thoix. 1976-1990

art 59-65 : hôtel Montalivet. 1984-1988

art 66-89 : hôtel Divonne dit Lebel. 1982-1983

art 90-104 : hôtel Cassini. 1974-1985

art 105-106 : 19 rue Constantine. 1974-1984

### **20110179**

Art. 1-2 : Kakémonos exposés sur la façade de l'Hôtel de Matignon lors de la Présidence française de l'Union européenne (PFUE) en 2008.

---

<sup>14</sup> En 1998, à la suite d'un accord entre la Mission des archives auprès des services du Premier ministre et le contrôleur financier, il a été décidé de ne pas conserver la totalité de la masse considérable de documents versés par le contrôleur financier de Matignon aux AN, à l'issue de leur durée d'utilité administrative (10 ans). Les pièces comptables justificatives accompagnant les notes et rapports sur les crédits de fonctionnement ont donc été détruites. A l'issue du tri, les notes et rapports concernant les crédits de fonctionnement, qui se trouvaient antérieurement sous les cotes 19780034/1 à 420, 19820222/1-103, 19820483/1-80 ; 19990101, 19830129/1-26, 32, 33 et 19910461/1-137 ont donc été regroupés dans le versement 19980305. En revanche, les documents relatifs aux crédits d'investissement et à la gestion des administrateurs civils sont restés dans leurs versements initiaux.

Métrage : 2

**20170128**

Division du patrimoine et de la logistique (DPL), Bureau de la politique immobilière.

Suivi de travaux des immeubles classés ou inscrits au titre des monuments historiques. 1964-2014

Art. 1-3 : Généralités. 1976-2013

Art. 3-52 : Dossiers par bâtiment. 1964-2014

-Art. 3 suite-20 : Hôtel de Matignon. 1966-2014

-Art. 20 suite : Pavillon de la Lanterne, Versailles. 2000-2012

-Art. 20 suite-25 : Hôtel de Montalivet. 1972-2005

-Art. 25 suite-28 : Hôtel Gouffier de Thoix. 1973-2012

-Art. 28 suite-33 : Hôtel de Clermont. 1966-2012

-Art. 34-38 : Hôtel de Castries. 1992-2012

-Art. 39-44 : Hôtel de Cassini. 1964-2012

-Art. 44 suite-48 : Hôtel de Divonne dit Lebel. 1967-2012

-Art. 48 suite-51 : Hôtel de Broglie. 1969-2012

-Art. 51 suite-52 : Autres. 1971-2003

Métrage : 17

**20190205**

Division du patrimoine et de la logistique (DPL), Bureau de la politique immobilière (BPI).

Suivi de travaux dans les bâtiments classés ou inscrits au titre des monuments historiques. 1936-2013

Art. 1-2 : Généralités. 1974-2010

Art. 3-45 : Dossiers par site. 1936-2013

Métrage : 15

**20170183**

Division du patrimoine et de la logistique (DPL), Bureau de la politique immobilière.

Plans de bâtiments classés monuments historiques. 1969-1983

Art. 1 : Hôtel de Matignon. 1972-1979

Art. 2 : Hôtel de Cassini. 1975-1980

Art. 3 : Hôtel de Broglie. 1969-1979

Art. 4 : Hôtel de Montalivet. 1978

Art. 5 : Hôtel de Divonne dit Lebel. 1981

Art. 6 : Ecole militaire. 1980-1983

Art. 7 : Immeuble 19, rue de Constantine. 1979

Métrage : 49 plans

**20180459**

Dossiers de la Division du patrimoine et de la logistique (DPL). 1985-2011

Art. 1-3 : Pilotage de la Division. 1985-2011

Art. 3 suite-10 : Organisation d'évènements à Matignon. 1994-2011

Métrage : 3